

**Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration**  
**Séance du 11 décembre 2025**

**OBJET : ACTIITE FONCIERE – 12 - GRENOBLE ALPES METROPOLE (collectivité garante) –**  
**GRENOBLE – Opération « Marie Reynoard » - Avenant n°1 à la convention de portage –**

Délibération n°18

Le onze décembre deux mille vingt-cinq à midi, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **18**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **15**

**Administrateurs présents : 8**

M. AMADIEU, M. CARDIN, M. CORBET, M. DESPESSE, M. MOREAU, M. OLLEON, Mme PANTEL, Mme SAURAT

**Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 7**

Mme BELAIR à Mme PANTEL, M. CATTIN à M. MOREAU, M. CLAPPAZ à M. OLLEON, Mme MARDIROSSIAN à M. CORBET, M. MATHIEU à Mme SAURAT, M. MOCELLIN à M. DESPESSE, M. QUEIROS à M. AMADIEU

**Administrateurs absents et excusés : 3**

Mme BARDIN-RABATEL, M. LONGO, Mme MARTIN-GRAND

Jean-Luc CORBET a été nommé secrétaire de séance.

**VU** l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme qui prévoit que l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1,

**VU** la délibération du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°22DL010 en date du 10 février 2022 actant le 5ème Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) de l'établissement,

**VU** la délibération du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°22DL036 en date du 16 juin 2022, télétransmise en préfecture le 17 juin 2022, organisant les modalités de portage, de cession, de minoration et de participations aux frais d'étude,

**VU** la délibération du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°25DL037 en date du 22 mai 2025, télétransmise en préfecture le 27 mai 2025, modifiant les modalités de portage, de cession, de minoration et de participation aux frais d'études définies dans la délibération susvisée,

**VU** la convention de portage n°2018-22 en vigueur,

Considérant que :

- En 2018, Grenoble-Alpes Métropole et l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné ont signé une convention de portage portant sur un tènement immobilier constitué de six tours à usage de bureaux et de services communs, ainsi que de places de stationnement privatives et de boxes de garages, sis 47, avenue Marie-Reynoard, parcelle cadastrée EW n°22 à Grenoble.
- Grenoble-Alpes Métropole a sollicité l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné afin d'engager des études techniques préalables destinées à définir un ou plusieurs scénarios de déconstruction et/ou de remise aux normes des six tours, ainsi que les bilans financiers prévisionnels permettant d'arbitrer la faisabilité économique du projet futur.
- Conformément aux modalités de la convention initiale, il est nécessaire de réaliser un avenant visant à préciser le contenu de ces études, le montant prévisionnel associé, ainsi que les modalités d'intervention entre les parties,
- Grenoble-Alpes Métropole a prévu de délibérer sur cette convention lors de son conseil métropolitain du 19 décembre 2025,
- Le coût de ces études sera intégré au prix de revient de l'opération.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- Approuve le projet d'avenant à la convention de portage n°2018-22, visant à engager les études techniques par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné nécessaire au projet,
- Valide l'enveloppe prévisionnel pour l'engagement de ces études d'un montant de 150 000€ HT,
- Prend acte que le bilan définitif sera établi à la cession, ainsi que le solde restant à verser à l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné ou le trop-perçu à reverser à la collectivité garante.

Conclusions : Adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,  
Le Président

Laurent AMADIEU